

Lorsqu'une demande est incomplète, la Direction générale de la Politique des P.M.E. invite le demandeur, dans les quinze jours suivant le jour de réception de la demande, à compléter sa demande. La période de trente jours au cours de laquelle le SPF Economie doit statuer est dans ce cas interrompue. Le demandeur dispose d'un délai de quinze jours à compter du jour suivant la réception de l'invitation pour compléter la demande. Un rappel est envoyé au demandeur s'il est constaté que le dossier n'a pas été complété dans ce délai de quinze jours. Le demandeur dispose d'un nouveau délai de quinze jours à dater du jour suivant la réception du rappel pour compléter sa demande. Passé ce délai, la demande d'enregistrement est refusée.

L'ASBL demanderesse est informée de la décision lui accordant ou lui refusant l'agrément et, le cas échéant, des motifs du refus dans les délais visés à l'alinéa 1er.

Art. 4. L'agrément est retiré par le ministre ou par son délégué lorsque l'ASBL :

- 1° ne remplit plus les conditions d'agrément;
- 2° en fait expressément la demande;
- 3° est dissoute.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mai 2019.

Art. 6. Le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des P.M.E.,
D. DUCARME

Wanneer een aanvraag onvolledig is, nodigt de Algemene Directie K.M.O.-beleid van de FOD Economie binnen vijftien dagen volgend op de dag van ontvangst van de aanvraag de aanvrager uit om zijn aanvraag te vervolledigen. De periode van dertig dagen waarbinnen de FOD Economie moet beslissen, wordt in dat geval onderbroken. De aanvrager beschikt over een termijn van vijftien dagen volgend op de dag van ontvangst van de uitnodiging om de aanvraag te vervolledigen. Er wordt een herinnering naar de aanvragende VZW verstuurd indien wordt vastgesteld dat het dossier niet aangevuld werd binnen deze termijn van vijftien dagen. De aanvrager beschikt over een nieuwe termijn van vijftien dagen volgend op de dag van ontvangst van de herinnering om zijn aanvraag te vervolledigen. Na het verlopen van deze termijn wordt de aanvraag tot registratie geweigerd.

De aanvragende VZW wordt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid op de hoogte gebracht van de beslissing om haar de erkenning toe te kennen of te weigeren en in voorkomend geval van de redenen van de weigering.

Art. 4. De erkenning wordt door de minister of zijn afgevaardigde ingetrokken wanneer de VZW :

- 1° niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden;
- 2° dit zelf uitdrukkelijk vraagt;
- 3° ontbonden wordt.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2019.

Art. 6. De minister bevoegd voor Middenstand en de minister bevoegd voor Justitie, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s,
D. DUCARME

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2019/13098]

2 JUIN 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui vous est présenté pour signature modifie l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées et plus précisément l'article 1^{er} de l'arrêté royal et l'article 15 de son annexe 1.

Ces modifications visent, pour une durée de 10 ans, à réduire de 80 % le montant des droits d'utilisation annuels des liaisons hertziennes dans les zones du pays où un incitant supplémentaire s'impose pour doter les ménages et les entreprises d'une connexion rapide à large bande. L'Institut belge des services postaux et des télécommunications (l'IBPT) identifie dans sa décision « Analyse des marchés du haut débit et de la radiodiffusion télévisuelle » du 29 juin 2018 les zones dans lesquelles aucune infrastructure NGA n'est présente (les zones dites « blanches » fixes) et celles où une seule infrastructure NGA est présente (les zones dites « grises » fixes). En plus de ces zones « blanches » et « grises » fixes, il existe également des zones « blanches » et « grises » mobiles où aucun ou un seul réseau mobile offre des services mobiles à haut débit.

L'étendue précise de ces zones grises et blanches sera déterminée au moins tous les deux ans et publiée par l'Institut. Cette publication éliminera une éventuelle asymétrie d'information entre les opérateurs fixes et mobiles, d'une part, et entre les opérateurs fixes, d'autre part.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2019/13098]

2 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, wijzigt het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen en inzonderheid artikel 1 van het koninklijk besluit en artikel 15 van bijlage 1 ervan.

Deze wijzigingen zijn erop gericht het bedrag van de jaarlijkse gebruiksrechten voor de straalverbindingen in de zones van het land waar een extra stimulans nodig is om de huishoudens en ondernemingen te voorzien van een snelle breedbandaansluiting, voor een periode van 10 jaar met 80 procent te verminderen. Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (het BIPT) identificeert in zijn beslissing betreffende de analyse van de markten voor breedband en televisieomroep van 29 juni 2018 de zones waarin er geen NGA-infrastructuur aanwezig is (de zogenaamde vaste "witte" zones) en die waar slechts één NGA-infrastructuur aanwezig is (de zogenaamde vaste "grijze" zones). Naast deze vaste "witte" en "grijze" zones zijn er ook mobiele "witte" en "grijze" zones, waar geen of slechts één mobiel netwerk met hoge snelheid aanwezig is.

De precieze omvang van deze grijze en witte zones zal minstens om de twee jaar worden bepaald en gepubliceerd door het Instituut. Deze publicatie zal een mogelijke informatie-asymmetrie tussen de vaste en de mobiele operatoren enerzijds en tussen de vaste operatoren anderzijds opheffen.

Selon l'IBPT, la persistance de ces zones résulte notamment des coûts d'investissement élevés pour des revenus escomptés modestes (du fait des distances relativement importantes et d'une densité démographique relativement moindre que dans le reste du territoire national). Ces zones nécessitent donc un incitant supplémentaire pour procéder à la pose d'une infrastructure de large bande rapide. Les liaisons hertziennes peuvent effectivement constituer une alternative intéressante à la pose coûteuse de câbles de fibre optique souterrains pour connecter les centres des villages locaux au réseau de base afin de les raccorder aux réseaux fixes et mobiles à haut débit. Les droits d'utilisation aujourd'hui en vigueur en vertu de l'arrêté royal sont toutefois élevés. Les opérateurs sont réticents à l'idée de réaliser ces liaisons hertziennes en raison du montant élevé des frais annuels liés à leur utilisation. De manière générale, on estime important que le marché soit disposé à raccorder également les petites entités rurales à l'internet à large bande, dans le cadre du service universel. Le présent arrêté royal vise à réduire de 80 pour cent pendant dix ans les droits d'utilisation annuels dans les zones les moins économiquement rentables, avec maintien des frais de dossier. La réduction doit être suffisamment longue et suffisamment importante pour avoir un impact et constituer une réelle incitation au déploiement du réseau dans les zones grises et blanches. Pour cette raison, son taux est fixé à 80% avec une durée maximale jusqu'à la fin de 2029.

Le Ministre des Télécommunications,
Ph. DE BACKER

Conseil d'État
section de législation

Avis 65.650/4 du 9 avril 2019 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées'

Le 12 mars 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 avril 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wanda VOGEL et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 avril 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Volgens het BIPT blijven deze zones voortbestaan met name door de hoge investeringskosten tegenover bescheiden verwachte inkomsten (wegens de relatief grote afstanden en een bevolkingsdichtheid die relatief lager is dan in de rest van het nationale grondgebied). Die zones vergen dus een extra stimulans om over te gaan tot de aanleg van een snelle breedbandinfrastructuur. Straalverbindingen kunnen daadwerkelijk een interessant alternatief vormen voor de dure aanleg van ondergrondse glasvezelkabels om het centrum van de plaatselijke dorpen aan te sluiten op het basisnetwerk teneinde ze te verbinden met de vaste en mobiele breedbandnetwerken met hoge snelheid. De gebruiksrechten die nu gelden krachtens het koninklijk besluit liggen echter hoog. De operatoren staan terughoudend tegenover het idee om die straalverbindingen te realiseren wegens het hoge bedrag van de jaarlijkse rechten die verbonden zijn aan het gebruik ervan. In het algemeen acht men het belangrijk dat de markt bereid is om ook de kleine plattelandsgemeenten aan te sluiten op het breedbandinternet in het kader van de universele dienst. Het onderhavige koninklijk besluit heeft tot doel de jaarlijkse gebruiksrechten in de zones die economisch het minst rendabel zijn, voor tien jaar met 80 procent te verlagen, met behoud van de dossierkosten. De reductie moet voldoende lang duren en voldoende groot zijn om een impact te hebben en een reële stimulans te betekenen voor netwerktoepassing in de grijze en witte zones. Om deze reden wordt 80 % vooropgesteld met een maximale looptijd tot eind 2029.

De Minister van Telecommunicatie,
Ph. DE BACKER

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 65.650/4 van 9 april 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen'

Op 12 maart 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post, belast met Administratieve Vereenvoudiging, Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 april 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Wanda VOGEL en Patrick RONVAUX, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 april 2019.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze moet beoordelen of het nodig is verordeningen vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

EXAMEN DU PROJETPRÉAMBULE

L'alinéa 1^{er} doit être revu de manière à viser les subdivisions précises de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques' servant de fondement juridique au projet à l'examen avec les modifications encore en vigueur que ces subdivisions ont, le cas échéant, subies.

DISPOSITIFArticle 1^{er}

1. Il ressort des définitions des zones blanches et grises, fixes ou mobiles, que celles-ci seront des secteurs statistiques « définis par l'IBPT ».

Il résulte des explications communiquées par le délégué du Ministre que les « secteurs statistiques » concernés seront en réalité ceux définis par l'Institut national des statistiques et que l'IBPT se bornera à désigner parmi ceux-ci les secteurs dans lesquels, selon le cas, aucun opérateur⁽¹⁾ ou un seul opérateur⁽²⁾ (ne) fournit un service de communications électroniques, mobiles ou fixes, à haut débit.

Le texte en projet doit être revu pour exprimer clairement l'intention de son auteur.

2. Il ressort du rapport au Roi que « l'étendue précise de ces zones grises et blanches sera déterminée au moins tous les deux ans et publiée par l'Institut ».

Cette précision devrait figurer dans le dispositif lui-même et non pas uniquement dans le rapport au Roi.

Le texte en projet sera revu et complété en conséquence.

LE GREFFIER,
Béatrice DRAPIER

LE PRÉSIDENT,
Pierre VANDERNOOT

Notes

⁽¹⁾ Zone blanche.

⁽²⁾ Zone grise.

2 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, article 18, § 1^{er}, modifié par les lois du 10 juillet 2012, 27 mars 2014 et 31 juillet 2017 ;

Vu l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné les 23 et 25 octobre 2018 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 4 décembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2018 ;

Vu la consultation du 5 février 2019 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

ONDERZOEK VAN HET ONTWERPAANHEF

Het eerste lid moet herzien worden zodat het precies aangeeft welke onderverdelingen van artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie' rechtsgrond opleveren voor het voorliggende ontwerp en zodat het de nog geldende wijzigingen vermeldt die in voorkomend geval in die onderverdelingen aangebracht zijn.

DISPOSITIEFArtikel 1

1. Uit de definities van de vaste of mobiele witte en grijze zones blijkt dat dit statistische sectoren zijn "bepaald door het BIPT".

Uit de toelichting van de gemachtigde van de minister blijkt dat de betrokken "statistische sectoren" in feite de door het Nationaal Instituut voor de Statistiek bepaalde sectoren zijn en dat het BIPT onder de laatstgenoemde sectoren alleen deze moet aanduiden waar naargelang van het geval geen enkele operator⁽¹⁾ of slechts één operator⁽²⁾ een mobiele of vaste elektronische-communicatiedienst met hoge snelheden aanbiedt.

De ontworpen tekst moet herzien worden om de bedoeling van de steller ervan duidelijk kenbaar te maken.

2. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat "de precieze omvang van deze grijze en witte zones (...) minstens om de twee jaar [zal] worden bepaald en gepubliceerd door het Instituut".

Die precisering zou in het dispositief zelf opgenomen moeten worden en niet enkel in het verslag aan de Koning.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig herzien en aangevuld worden.

DE GRIFFIER,
Béatrice DRAPIER

DE VOORZITTER,
Pierre VANDERNOOT

Nota's

⁽¹⁾ Witte zone.

⁽²⁾ Grijze zone.

2 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 18, § 1, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 2012, 27 maart 2014 en 31 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 23 en 25 oktober 2018;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 4 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 7 december 2018;

Gelet op de raadpleging van 5 februari 2019 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Vu l'accord du Comité de concertation, donné le 27 mars 2019 ;

Vu l'avis 65.650/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre des Télécommunications et sur avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 2018, est complété par les 31^o, 32^o, 33^o et 34^o, rédigés comme suit :

« 31^o « zone blanche fixe » : secteur statistique, tel que défini par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie (Statbel), où aucun opérateur de réseau ne fournit de service de communications électroniques fixe à haut débit ;

32^o « zone blanche mobile » : secteur statistique, tel que défini par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie (Statbel), où aucun opérateur de réseau ne fournit de service de communications électroniques mobile à haut débit ;

33^o « zone grise fixe » : secteur statistique, tel que défini par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie (Statbel), où un seul opérateur de réseau fournit un service de communications électroniques fixe à haut débit ;

34^o « zone grise mobile » : secteur statistique, tel que défini par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie (Statbel), où un seul opérateur de réseau fournit un service de communications électroniques mobile à haut débit. »

Art. 2. L'article 15, § 2, alinéa 1^{er}, de l'annexe 1 du même arrêté est complété par les phrases suivantes :

« Jusqu'au 31 décembre 2029, seuls 20 pour cent des droits annuels sont dus pour de nouvelles liaisons dont, au moment de la demande de licence, au moins un des deux points fixes se trouve dans les zones grises ou blanches fixes ou mobiles. Une liaison est considérée comme nouvelle si, au cours des trois années préalables à l'entrée en vigueur de cet arrêté, aucune autorisation pour relier ses deux points extrêmes n'était valide. L'Institut détermine au moins tous les deux ans l'étendue des zones grises et blanches, fixes et mobiles, et publie cette désignation. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 4. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
Ph. DE BACKER

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité, gegeven op 27 maart 2019;

Gelet op advies 65.650/4 van de Raad van State, gegeven op 9 april 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 2018, wordt aangevuld met de bepalingen onder 31^o, 32^o, 33^o en 34^o, luidende:

« 31^o “vaste witte zone”: statistische sector, zoals bepaald door de Federale Openbare Dienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (Statbel), waar geen vaste elektronische-communicatiediensten met hoge snelheden aangeboden worden, door de netwerkoperatoren;

32^o “mobiele witte zone”: statistische sector, zoals bepaald door de Federale Openbare Dienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (Statbel), waar geen mobiele elektronische-communicatiediensten met hoge snelheden aangeboden worden, door de netwerkoperatoren;

33^o “vaste grijze zone”: statistische sector, zoals bepaald door de Federale Openbare Dienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (Statbel), waar slechts één netwerkoperator vaste elektronische-communicatiediensten met hoge snelheden verstrekt;

34^o “mobiele grijze zone”: statistische sector, zoals bepaald door de Federale Openbare Dienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie (Statbel), waar slechts één netwerkoperator mobiele elektronische-communicatiediensten met hoge snelheden verstrekt. »

Art. 2. Artikel 15, § 2, eerste lid, van bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zinnen:

« Tot 31 december 2029 is er voor nieuwe verbindingen waarvan, bij aanvraag van de vergunning, ten minste één van de twee vaste punten zich in de vaste of mobiele grijze of witte zones bevindt maar 20 procent van de jaarlijkse rechten verschuldigd. Een verbinding wordt als nieuw beschouwd indien in de loop van de drie jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit geen vergunning geldig was om de twee eindpunten ervan te verbinden. Het Instituut bepaalt ten minste om de twee jaar de reikwijdte van de grijze en witte zones, voor vast en mobiel, en publiceert deze aanduiding. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 4. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
Ph. DE BACKER